

Orne

## Pourquoi ils voudraient rencontrer E. Macron

QUOTIDIEN OUEST-FRANCE | mercredi 11 avril 2018

534 mots

Éducation, retraités, emplois aidés... Beaucoup aimeraient pouvoir discuter avec le président de la République, à l'occasion de son déplacement de jeudi, à Berd'huis.

Le président de la République Emmanuel Macron est en visite dans l'Orne, jeudi 12 avril. Le chef de l'État participe pendant une heure au journal télévisé de 13 h de Jean-Pierre Pernaut, dont la chaîne TF1 délocalise exceptionnellement le plateau dans une classe de l'école primaire de Berd'huis, commune de 1 100 habitants.

Des fermetures de classes à justifier

Syndicat majoritaire dans le primaire, l'Unsa Éducation de l'Orne réclame « **une audience aux conseillers qui accompagneront la visite présidentielle**, expose Marc Lefèvre, secrétaire départemental. **Nous voulons faire comprendre la nécessité de construire une offre éducative de qualité dans tous les territoires** ».

Pour le représentant syndical : « **Il ne suffit pas d'un journal télévisé de grande écoute dans une jolie classe à la campagne pour convaincre qu'on prépare un avenir pour tous les territoires ruraux. Nous rappelons que l'ensemble du département est en zone de revitalisation rurale (ZRR), en dehors des trois agglomérations d'Alençon, Flers et Argentan** ». Marc Lefèvre pointe relève pourtant que « **des écoles sont en attente d'une supposée ouverture de classe à la rentrée que les effectifs sont là** » ou encore « **la suppression des classes de 6<sup>e</sup> SEGPA, particulièrement celle de Domfront située en ZRR...** »

Des retraités remontés

Les représentants nationaux de la fédération générale des retraités(e) s fonctions publiques de l'Orne voudraient également rencontrer le président de la République ou ses proches collaborateurs. « **Pour évoquer la place et le statut des retraités dans la société française**, résume le secrétaire départemental de l'Orne, Gérard Pommier. **Loin de méconnaître la solidarité intergénérationnelle qu'ils pratiquent tous les jours dans leur entourage, les retraités(e) s ne sont pas que des personnes âgées et ne veulent pas devenir des assistés** ».

Gérard Pommier s'attarde aussi sur le profil de l'Orne, « **un département rural dont la population diminue et vieillit. Les plus de 60 ans représentent une part relativement élevée (30 % contre 25 % pour la France). Les personnes retraitées qui vivent dans l'Orne sont donc relativement nombreuses et beaucoup perçoivent de petites retraites (près de 60 %, surtout des femmes, perçoivent moins de 1 000 € par mois)** ».

Parmi ces personnes retraitées dans l'Orne, « **beaucoup travaillaient dans l'agriculture. Nous déplorons qu'en recourant à la procédure du « vote bloqué » au Sénat, l'actuel gouvernement ait torpillé la proposition de loi de revalorisation des retraites agricoles qui avait été votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale** ».

Quel avenir avec 742 € nets par mois ?

Enfin, un habitant de Condé-sur-Noireau (Calvados) s'interroge sur les emplois d'avenir dans l'Éducation nationale. « **Cela fait 19 ans que mon fils exerce le métier d'aide à l'insertion sociale en situation handicap**, expose Gérard. **Cela ne représente que 25 heures par**

**semaine, sans possibilité de complément horaire, soit 742 € nets par mois en CDI. Il a eu 40 ans en 2017 et va se marier l'été prochain. Comment peut-il envisager l'avenir avec sa future épouse et sa petite fille de 5 ans ? »**

**Lire aussi en dernière page.**